

Copie

Lesneven, 24.8.1996

Monsieur Jean-Marie COLOMBANI
Directeur du *Monde*

Monsieur le Directeur,

Je dois une nouvelle fois vous écrire à propos du traitement des problèmes du Burundi (un pays que je connais depuis 32 ans) par *Le Monde*. D'abord, les courriers des lecteurs n'étant pas seulement faits pour la critique, je dois vous exprimer ma satisfaction pour la qualité des articles de J.P. Tuqoi, de Jacques de Barrin et de Catherine Simon parus ces derniers jours dans vos colonnes tant sur le Rwanda que sur le Burundi. Il y a bien sûr toujours matière à discussions, mais ils traduisent un travail normal de journaliste, même un bon travail, apportant des faits et des réflexions qui reflètent la complexité d'une situation avec la rigueur nécessaire.

Malheureusement la distorsion entre ces papiers et d'autres également publiés par vous est effarante. On se demande s'il s'agit du même journal et malheureusement ils se situent dans ce qu'il faut bien appeler une certaine ligne du *Monde* au moins depuis 1993, c'est-à-dire le traitement de l'extrémisme ethniste comme un fait de nature et non comme un problème politique et l'adhésion naïve (?) aux thèses totalitaires du Hutu power à la rwandaise assimilant majorité de naissance à démocratie quels que soient les actes posés au nom de la dite majorité (et on sait lesquels depuis trente ans au Rwanda et au Burundi...). Je vais vous en donner deux exemples.

1) Le rapport des experts de l'ONU sur les événements de 1993 a été étrangement maintenu sous le boisseau par les autorités suprêmes de cette organisation jusqu'à mercredi dernier. Dès la fin de juillet, sur la base de l'A.F.P., vous avez titré que "des militaires tutsis étaient montrés du doigt dans l'assassinat du président Ndadaye" par ce rapport, ce qui n'était à vrai dire pas étonnant, personne n'ayant jamais nié la réalité du putsch d'octobre 1993, et ce qui a été confirmé dès la divulgation officielle de ce texte, avec même la mise en cause de l'ancien chef d'État-major Bikomagu. Plus brièvement *Le Monde* évoquait ce point du rapport hier (numéro du 20 août), mais oubliait de mentionner une autre conclusion non négligeable du même rapport, à savoir, je cite en traduisant de l'anglais :

"• 483. La commission considère qu'il existe des preuves suffisantes pour établir que des actes de génocide contre la minorité tutsi ont eu lieu au Burundi le 21 octobre 1993 et les jours suivants, à l'instigation et avec la participation de certains fonctionnaires et leaders hutu du Frodebu depuis le niveau de la commune."

"• 485. La commission considère... que des preuves tirées du contexte sont suffisantes pour appuyer la conclusion que certains membres haut placés du Frodebu avaient planifié d'avance une réponse à l'éventualité très réelle d'un coup de l'armée et que cette réponse incluait, avec le blocage des routes et l'armement des Hutus, la capture des Tutsi adultes et jeunes de sexe masculin comme otages et que ce plan avait été communiqué d'avance à certains membres du Frodebu occupant des postes dirigeants jusqu'au niveau des communes."

"• 496 Ayant conclu que des actes de génocide contre la minorité tutsi avaient été commis au Burundi en octobre 1993, la commission pense qu'une juridiction internationale devrait être mise en oeuvre concernant ces actes."

Le grand quotidien d'informations internationales que vous dirigez a-t-il évoqué ces points quelque part ? Peut-être ai-je mal lu ? Serait-ce un détail ? Une crise qui a fait au moins 50.000 victimes, par familles entières saisies chez elles sur les collines, tuées atrocement selon **exactement** le même processus que celui du génocide intervenu six mois plus tard au Rwanda, avec parfois les mêmes acteurs (par exemple les miliciens du Palipehutu) ne mérite-t-elle pas attention ? Ne jouerait-elle aucun rôle dans la compréhension de la situation récente au Burundi ?

A vrai dire les témoignages abondaient sur ce point, émanant de témoins burundais ou étrangers. Même la commission dite des ONG qui avait enquêté au début de 1994 avait également évoqué ces responsabilités, malgré la présence en son sein de trois Belges, défenseurs patentés de l'intégrisme ethnique hutu. Je me permets aussi de rappeler l'article que j'ai publié dans la revue *Esprit* en juillet 1994 sous le titre "Pogromes sur les collines."

Néanmoins les responsables du Frodebu se sont acharnés à nier l'évidence jusqu'à ce jour. Le président de ce parti, Jean Minani, affirmait il y a quelques semaines sur RFI que la communauté internationale ne reconnaissait pas ce génocide. On aimerait savoir ce qu'il en dit aujourd'hui, une question que votre correspondant à Nairobi semble avoir oublié de lui poser. Mais ce correspondant, qui a affirmé à plusieurs reprises que Monsieur Minani était une "forte personnalité" et que le leader du mouvement terroriste FDD était un "leader populaire", écrivait lui-même le 30 juillet que "le Frodebu n'a pas de sang sur les mains" !

2) Votre correspondant à Nairobi, dans le numéro du 28 juillet dernier, tout en feignant d'attribuer à des extrémistes hutu le contenu de ses propos, s'employait sur quatre colonnes à démontrer plus ou moins insidieusement la réalité de la thèse du "royaume tutsi" des grands lacs. Les réserves sur "l'ouverture de Museveni vers d'autres tribus" (sic) compensent mal l'assimilation de tous les Hutus non racistes à des "Hutus de service" et la justification de la stratégie génocidaire des FDD de Nyangoma sous la rubrique de la "réplique" à l'alliance des armées tutsi. Ce type d'argumentaire (très proche des Protocoles des sages de Sion) correspond **exactement** à celui développé à longueur de mois depuis 1990 dans la revue raciste rwandaise *Kangura* (toujours active à Nairobi) ou sur la RTLM de sinistre mémoire, et que je connais bien (voir *Rwanda. Les médias du génocide*, Karthala, 1995).

Après la tuerie de 300 personnes (tous âges et sexes confondus) à Bugendana en juillet dernier, ce même correspondant à Nairobi osait trouver "probable" la thèse des tueurs selon laquelle c'était des Tutsi eux-mêmes qui avaient dû en quelque sorte organiser ce suicide pour mieux accuser leurs ennemis. Son réseau d'information est trop évident : nomenklatura du régime génocidaire rwandais en exil et partisans du mouvement burundais allié à celle-ci. Un jour c'est M. Jérôme Ndiho, porte parole des FDD, qui fait la vérité, un autre jour c'est Jean Minani, dont les

appels à la haine raciste et à la violence sur les ondes de radios rwandaises en octobre 1993 sont difficilement niables. Interpellé lors d'une conférence sur le Burundi à Paris il y a quelques mois par des membres de familles touchées par le génocide d'octobre 1993, M. Jean Hélène leur a répondu que ses informateurs étaient des "Hutus modérés de Nairobi". Sans commentaire...

Monsieur le Directeur, je l'ai déjà écrit à votre rédaction, je lis votre quotidien depuis une quarantaine d'années et je l'ai souvent apprécié (sur les conflits algérien et vietnamien par exemple). Mais je crains, en ce qui concerne cette région d'Afrique, de le voir devenir tout simplement une munition de poids dans la défense que présenteront au TPR d'Arusha les responsables du génocide du Rwanda, en particulier les acteurs de la propagande qui y a conduit. Ils n'auront qu'à citer les articles reprenant sans distance les termes de leur propagande. A vrai dire, cher Monsieur Colombani, cela a déjà commencé : je peux vous dire que dans l'instruction d'un procès de presse opposant Léonard Nyangoma à un périodique européen (un peu dans le même esprit que celui de M. Le Pen essayant d'empêcher la presse de faire son métier), la défense de ce leader terroriste a invoqué *Le Monde* comme preuve que M. Nyangoma n'était couvert que de probité candide et de lin blanc.

Monsieur le Directeur, je n'ai aucun motif d'animosité personnelle contre votre correspondant à Nairobi, pas plus que je n'ai de sympathie spéciale pour M. de Barrin ou pour Mme Catherine Simon, dont je vous disais du bien au début. Simplement je connais cette région d'Afrique et je sais lire. Or lire sans arrêt, notamment sous la même plume dans *Le Monde*, des papiers qui ne se démarquent en rien du racisme qui fait le malheur du Rwanda et du Burundi, crée un écoeurément que vous ne semblez pas imaginer. Dans un livre récent, le politologue belge Jean-Claude Willame (*Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, L'Harmattan, 1995) montre la nullité et même la complicité de la presse de son pays face au génocide qui avait déjà endeuillé le Rwanda en 1963-64 et il conclut : "Il faut à cette époque lire la presse américaine (*New York Times*) ou française (*Le Monde*) pour avoir une version moins orientée des faits" (p. 81). Aujourd'hui hélas, la situation est inverse. Il vaut mieux lire *Le Soir de Bruxelles* et la *Libre Belgique* pour avoir régulièrement un vrai travail de journaliste et non une sorte de propagande hargneuse sur la situation du Rwanda et du Burundi. C'est triste, car vous disposez de bons journalistes professionnels, mais cette question ne pourra pas en rester longtemps au stade des simples lettres de lecteur que l'on jette au panier ou auxquelles on répond par des phrases en langue de bois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de tout mon respect.

Jean-Pierre CHRÉTIEN
directeur de recherche CNRS
auteur de *Burundi. L'histoire retrouvée*, Karthala, 1993 & de (en
collaboration) *Rwanda. Les médias du génocide*, Karthala, 1995.
2 square Cl. Debussy 92160 Antony